

DEPARTEMENT
<b>V A U C L U S E</b>
COMMUNE
<b>L'ISLE SUR LA SORGUE</b> Hôtel de Ville Rue Carnot BP 50038

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARR DAJ 2026-295

Mis en ligne le 13 mai 2026

PG/CD/RC

Direction des affaires juridiques

Directrice : Clélie Devienne

Gestionnaire du dossier : Richard Chalier

Courriel : [juridique@islesurlasorgue.fr](mailto:juridique@islesurlasorgue.fr)

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET : DESIGNATION DU REPRESENTANT DU MAIRE A LA MISSION LOCALE DU LUBERON, DU PAYS DES SORGUES ET DES MONTS DE VAUCLUSE-ANTENNE DE L'ISLE SUR LA SORGUE**

Le Maire de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue,

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-18,

VU La délibération du Conseil municipal n°2026-023 du 27 mars 2026 portant élection de Monsieur le Maire,

**CONSIDERANT qu'il a lieu de désigner le représentant du Maire à la mission locale du Luberon, du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse - antenne de L'Isle sur la Sorgue.**

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Madame Elisabeth DELACROIX, 9<sup>ème</sup> Adjointe au Maire, est désignée pour représenter le Maire au sein de la mission locale du Luberon, du Pays des Sorgues et des Monts de Vaucluse - antenne de L'Isle sur la Sorgue.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Commune. Il sera adressé à la Préfecture pour contrôle de la légalité et notifié à l'intéressée.



Fait à L'Isle-sur-la-Sorgue, le 12 mai 2026

**Pierre GONZALVEZ**  
Maire de L'Isle-sur-la-Sorgue



Notifié à l'intéressée le  
Madame Elisabeth DELACROIX

Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

→ d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de demande de recours gracieux.

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes,

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)